

« Pour un électrochoc démocratique »

VIVRE-ENSEMBLE Les pistes de réflexion de Hamza Fassi-Fihri (CDH)

- La crise du vivre-ensemble inspire le député bruxellois.
- Il propose des pistes pour revitaliser la démocratie.

Charles Picqué (PS), président du parlement bruxellois, avait appelé les parlementaires en octobre dernier à formuler des propositions pour transformer le fonctionnement politique de notre Région, comme la sixième réforme de l'Etat le lui permet désormais. Les Régions, en effet, disposent à présent d'une « autonomie constitutive », c'est-à-dire, selon le Centre de recherche et d'information socio-politiques (Crisp), d'un « pouvoir d'auto-organisation dans des matières précises, relatives à l'organisation du gouvernement ou du parlement ». Depuis, il y a eu Charlie Hebdo et le magasin casher de Paris, il y a eu Verviers, sans oublier l'attentat contre le musée juif de Bruxelles en mai 2014. Des tragédies qui ont chaque fois rendu plus aiguë la question du vivre-ensemble. Il y a eu aussi, rappelle le chef de groupe CDH au parlement francophone bruxellois Hamza Fassi-Fihri, l'enquête Solidarité publiée par notre journal, selon laquelle les jeunes ne font plus confiance à la politique.

Pour Hamza Fassi-Fihri, « plutôt que de contempler la situation en se désespérant », c'est par cette possibilité nouvelle offerte aux Régions qu'il faut répondre aux questions de société urgentes qui se posent aujourd'hui. « Il faut un électrochoc démocratique, résume-t-il, pour regagner la confiance de nos citoyens et pour qu'ils se réapproprient le pouvoir de décision. » Et d'avancer une série de propositions fortes qui, pour inédites qu'elles soient sous nos cieux belges, méritent sans doute davantage que d'être balayées d'un revers de la main. Il les décline en trois axes.

1 Réinvestir la citoyenneté.

Terme à la mode, la citoyenneté, rappelle l'élu CDH, c'est « prendre sa part dans la vie commune », mais aussi « être écouté et inclus dans l'aventure collective. » Et « cela s'apprend, cela s'entretient... » Comment ? Hamza Fassi tape une nouvelle fois sur le clou de la nécessité d'introduire dans les écoles un cours de citoyenneté, mais aussi, comme le défend son parti, de mettre en place un véritable service citoyen, sous une forme à discuter. Obligatoire ? Groupé ? Le député ne souhaite pas trancher, mais amener simplement le sujet sur la table.

2 Renforcer la démocratie représentative.

Quelle est l'efficacité ou la pertinence des lois et

des politiques publiques ? Qui juge ? Qui sanctionne, le cas échéant, si ce n'est le citoyen, bien souvent peu informé, lors d'élections ? Le député propose de charger le parlement de cette tâche, par exemple par la création d'une « commission d'évaluation des lois ». Et partant, de le revaloriser par rapport « à la toute-puissance des exécutifs » en lui permettant de « commanditer des rapports, d'organiser des auditions » ou de s'appuyer davantage sur la Cour des Comptes.

3 Initier une démocratie participative.

C'est sans doute le volet le plus innovant de la réflexion de Hamza Fassi-Fihri. S'inspirant notamment de l'Irlande, qui est selon lui « en train de réformer sa Constitution en associant les citoyens aux élus dans un groupe de travail commun », il propose d'« impliquer davantage les citoyens dans le processus de décision publique » en créant « des panels citoyens tirés au sort », et en chargeant ces derniers « de remettre des recommandations sur un sujet déterminé ». On se souvient peut-être de l'essai de David Van Reybrouck, *Contre les élections*, (paru en 2014 chez Acte Sud, collection Babel), qui avait suscité un large intérêt médiatique en défendant l'idée de remplacer les parlementaires élus par des citoyens tirés au sort. « Il ne s'agit évidemment pas d'aller aussi loin, précise

Hamza Fassi. Mais des panels de citoyens tirés au sort garantiraient une représentation des catégories exclues des processus participatifs classiques pour des raisons socioculturelles ou économiques. » Le député propose pour ces citoyens un cadre qui leur permettrait une participation « efficace et crédible » : séances le week-end, formations spécifiques au sujet traité, encadrement par des professionnels, dédommagement financier, etc.

4 Consulter les citoyens.

Et pourquoi pas des consultations citoyennes à l'échelle régionale, suggère encore le CDH. Dans son optique, le gouvernement aurait la possibilité de proposer au parlement des questions à soumettre aux citoyens, afin de l'éclairer sur les attentes de la population sur des mesures concrètes d'intérêt régional.

5 Entendre les pétitions.

Le député propose encore que le parlement puisse prendre en compte les pétitions citoyennes dans l'agenda des débats parlementaires. « Cela permettrait d'écouter les citoyens tout le long de la législature, et non uniquement au moment des élections. »

Utopie que tout cela ? A l'ère de Facebook et des réseaux sociaux, les citoyens ont de nouvelles attentes en matière de démocratie, estime Hamza Fassi-Fihri. ■

PIERRE VASSART

« C'était inopportun, mais je l'ai fait aussi »

ENTRETIEN

Après une intervention remarquée au parlement bruxellois, le député S.P.A Fouad Ahidar nous a accordé une interview (*Le Soir* de jeudi) dans laquelle il insistait notamment sur le besoin de reconnaissance des Bruxellois musulmans dans le contexte actuel. Hamza Fassi était aussi intervenu dans le débat.

Qu'avez-vous pensé de l'intervention de Fouad Ahidar ?

Je l'ai cité dans mon intervention parce qu'il avait dit en gros qu'il trouvait injuste et inopportun

qu'on demande aux musulmans de se désolidariser de ce qu'il avait appelé « des monstres terroristes », comme s'ils en étaient solidaires a priori. C'est comme ça que j'avais reformulé ce qu'il avait dit à sa manière. Là-dessus, j'étais d'accord avec lui.

Il y a un malaise ?

Alors même qu'il disait ça, il a annoncé au parlement qu'il s'était désolidarisé publiquement quand même. Il trouvait que c'était injuste, mais il l'a quand même fait. Et j'ai dit que

j'avais fait la même chose. Je pensais aussi que c'était inopportun, mais je l'ai fait. Comme des milliers de gens.

Il y avait une attente, vu le contexte. Pour moi, c'est de la citoyenneté aussi. Sortir de sa position et assumer, pour assurer une cohésion et une parole qui rassure et qui inclut.

Vous avez aussi cité Angela Merkel.

J'ai cité Manuel Valls, qui dit après les attentats : « La France sans les Juifs, ce n'est plus la France. » Et j'ai cité Angela Merkel qui, elle, dit : « L'Islam appar-

tient à l'Allemagne ». Ce sont des paroles fortes, inclusives. Quand il y a des tensions, il faut que chacun puisse sortir de sa position en pensant au fait qu'il vit avec d'autres qui ne connaissent pas nécessairement tous les éléments d'un sujet. Le sécuritaire a sa légitimité mais occupe tellement l'espace médiatique qu'on ne parle pas de tout le reste. ■

Propos recueillis par P.V.